

"La Ligue Nord pour l'Indépendance de la Padanie" : entre séparatisme et fédéralisme

Autor(en): **Donati, Sabina**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft [1]: **Contre-Insurrection (COIN)**

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-514498>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Le secrétaire fédéral du parti, onorevole Umberto Bossi. Photos © www.leganord.org (images reproduites avec autorisation).

Politique de sécurité

« La Ligue Nord pour l'Indépendance de la Padanie »: entre séparatisme et fédéralisme.

Sabina Donati

Docteur en histoire et politique internationales, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales (IUHEI), Genève. Chargé d'enseignement, Département de Relations Internationales, Webster University, Genève.

La présence et la croissante visibilité politique des mouvements séparatistes au sein des Etats contemporains peuvent représenter une source non négligeable de conflit(s) interne(s). Ce type de confrontation intra-étatique, caractérisant de plus en plus les pays modernes et industrialisés, varie selon les cas nationaux et inclut des formes de protestation qui peuvent aller de la stratégie démocratique dans le dialogue institutionnel, comme en Ecosse, à des méthodes extrémistes parfois à tendances terroristes contre des institutions centrales voire des populations civiles, comme au Pays Basque.

Violents ou non-violents, les mouvements régionalistes partagent en général une frustration – aiguë ou circonspecte – vis-à-vis de la situation institutionnelle, politique ou économique de leur pays et ont normalement tendance à formuler des programmes d'action qui visent à réaliser des objectifs allant d'un simple projet – plus ou moins modéré – de réforme de l'Etat existant (par des propos d'autonomie et de fédéralisme) à un projet beaucoup plus radical qui menacerait l'existence de l'Etat même (par des propos de sécession).

Depuis la fin des années '80 et le début des années '90, la Péninsule italienne n'a pas été épargnée par ce phénomène complexe, devant se confronter avec l'émergence, le succès électoral et le(s) programme(s) politique(s) de la Ligue Nord. Parti politique créé par Umberto Bossi, cette force émergente est devenu un acteur à part entière de la vie institutionnelle de l'Italie contemporaine. Son nom officiel *in extenso* est depuis mai 1996 « Ligue Nord pour l'Indépendance de la Padanie » même si, par abréviation, on le désigne souvent par « Ligue Nord » tout court, ou par « Ligue Nord – Padanie ». Et c'est précisément cette formulation complète, à la charge politique et symbolique pour l'histoire nationale de la Péninsule, qui nous a emmenés à une série de réflexions.

Emergence du mouvement et soutien électoral

Le parti de Umberto Bossi, en tant qu'organisation politique, a une histoire bien plus récente que les

partis régionalistes écossais, catalan ou basque. Issue officiellement en 1989 d'une alliance confédérale entre la *Lega Lombarda* – parti autonomiste fondé en Lombardie à la fin des années '70 par Bossi même – et d'autres ligues régionalistes de la Péninsule (notamment la *Liga veneta*, *Piemont autonomista*, *Union ligure*, *Lega emiliano romagnola* et *Alleanza toscana*), la Ligue Nord est un acteur qui vient juste de fêter ses vingt ans.

Afin de comprendre son émergence et ses premiers succès électoraux, une analyse du contexte des années '80 et '90 s'impose. Pendant ces années-là, le système politique italien, vieux, paralysé et obsolète, était en pleine crise et risquait de s'effondrer – comme il l'a d'ailleurs fait en 1992. Ce système de 'démocratie consensuelle', introduit après la Deuxième Guerre mondiale, tenait compte des tensions de la guerre froide (en excluant les communistes du gouvernement, mais en les incluant dans le système institutionnel par une loi électorale généreusement proportionnelle) et surtout, était caractérisé par des majorités très chaotiques, instables et inopérantes, minées à la base par la nature hyper-proportionnelle du système électorale. En outre, la présence d'une classe politique qui avait montré au cours de décennies toute son incompétence à gérer les finances et l'économie du pays (étant occupée plutôt à utiliser l'argent public en échange de votes), rendait la situation de l'Italie encore plus difficile à récupérer. Enfin, à la suite de l'ouragan *Mani Pulite* ('Mains Propres') en 1992-1993 (contre des politiciens de tout parti qui étaient impliqués dans des activités d'extorsion, de corruption, voire de connivence avec la mafia), le système entier a sombré dans le discrédit et les deux plus grands partis gouvernementaux – DC (*Democrazia Cristiana*) et PSI (*Partito socialista italiano*) – se sont effondrés.¹

Dans cette situation particulière, qui s'inscrivait également dans le contexte de la fin de la guerre froide, de l'avancement du processus d'intégration européenne et de la globalisation galopante, la Ligue Nord a vu le jour

¹ Anna Cento Bull et Mark Gilbert, *The Lega Nord and the Northern Question in Italian Politics*, Basingstoke et New York : Palgrave, 2001, p. 9-22.

ets'est enracinée en s'appuyant sur un discours de farouche opposition contre un Etat italien décrépité et inefficace parce que centralisé et politisé. Selon les *leghisti*, on avait à faire d'ailleurs à un Etat qui menaçait la prospérité des entrepreneurs et des travailleurs de l'Italie du Nord, et qui finançait un Sud paresseux et mafieux avec les taxes payées par les contribuables du Nord, mais qui pouvait être sauvé par un changement radical de classe politique, par des réformes institutionnelles introduisant une bonne et vraie dose d'autonomie régionale, ou encore, par la libéralisation, la privatisation des entreprises d'Etat et la diminution de la pression fiscale. Démagogique, populiste, violent et parfois franchement vulgaire, le discours de la Ligue a fini par convaincre une partie croissante de l'électorat, à un point tel que le *Carroccio* (le Chariot) – symbole du parti – commençait à apparaître pour beaucoup comme une alternative valable aux partis politiques traditionnels.²

Et les chiffres ne mentent pas à propos de cette croissance. Environ 8% des votes au niveau national (17% dans le Nord) aux élections législatives d'avril 1992 et mars 1994, et un surprenant 10,4% des votes au niveau national (20,5% dans le Nord) en avril 1996: au lieu de disparaître comme certains avaient pronostiqué, la Ligue devenait le quatrième parti du pays, après le PDS (*Partito democratico della sinistra*), *Forza Italia* (parti de Silvio Berlusconi) et *Alleanza Nazionale* (parti de droite). Mais par la suite, une chute vertigineuse a lieu aux élections législatives de mai 2001, avec un 3,9% au niveau national (8% dans le Nord). Ce résultat plutôt décevant changera de nouveau quelques années plus tard en remontant à 4,6% lors des élections législatives d'avril 2006 et à 8% à celles du mois d'avril 2008. Cela veut dire qu'un peu plus de 3 millions d'Italiens ont voté pour Umberto Bossi en 1992, 3,7 millions en 1996 (année du grand succès), 1,4 million en 2001 (année de la grande débâcle), et, à nouveau, un peu plus que 3 millions aux élections de 2008.³

Entre triomphes et revers de la *Lega*, reste à savoir maintenant qui sont ces Italiens qui donnent ou qui ont donné leurs suffrages en faveur du *Carroccio*? On vient de mentionner les statistiques concernant le changement *quantitatif* de l'électorat de la Ligue Nord. Mais on peut relever également un changement de type *géographique*. Plus exactement, on peut parler d'un épicycle traditionnel où la Ligue a vu le jour, s'est développée et a eu ses majeurs succès – notamment dans « le Nord profond » constitué par les collèges électoraux du Friuli Venezia Giulia, de la Vénétie, de la haute Lombardie et du Piémont. Mais on peut relever que par la suite, ce noyau traditionnel s'est élargi et a fini par embrasser les zones limitrophes jusqu'aux provinces qui se trouvent au-delà du Pô et qui sont connues comme régions « rouges » (l'Emilie et la

Toscane), en restant toutefois exposé aux variables des résultats électoraux. Mais au-delà de cette expansion en termes quantitatifs et géographiques, l'électorat de la *Lega* est constitué en grande partie par des hommes et des jeunes qui proviennent de plusieurs milieux sociaux, avec une prédominance de la classe moyenne et des employés du secteur privé. Et surtout, cet électorat se démarque par l'importante présence de producteurs, entrepreneurs et employés des « districts industriels », où se concentrent une infinité de petites et moyennes entreprises, notamment dans le secteur du textile, des chaussures ou de l'industrie des meubles).⁴

Fille de l'Italie contemporaine et voie de la frustration de millions de citoyens italiens, la Ligue est en somme née d'un contexte particulier, et elle a suivi une évolution. Mais quelle rhétorique a-t-elle employé, depuis son émergence sur la scène nationale et internationale, pour atteindre ses objectifs?

Des discours politiques, multiples et variés, entre fédéralisme et sécession

A part le langage coloré du chef du parti (et actuellement Ministre des Reformes), le discours politique de la Ligue Nord, ou plutôt ses discours politiques, méritent que l'on s'y arrête en peu.

En général, la rhétorique – souvent populiste, voire folklorique ou théâtrale – de ce parti politique a toujours montré du doigt « l'étatisme centralisateur et corrompu ». *Roma ladrona* – Rome la voleuse – a mal gouverné la Péninsule avec ses institutions centralisées; elle a transformé l'Italie du Nord en vache à lait nourrissant le Sud; elle a colonisé le Nord et, au lieu d'encourager et de soutenir son développement industriel et économique, elle représente son principal obstacle. D'où l'importance, soulignée sans cesse par la *Lega*, d'appliquer le principe d'*autonomie territoriale* au nom du droit des peuples à se gouverner eux-mêmes – au nom, donc, du concept multiple de *self-government*.⁵

Cette rhétorique constante contre « le monstre » de la centralisation n'a toutefois pas toujours été traduite par le parti de Bossi en stratégie systématique et en propos politiques concrets. Le principe de *self-government* pour le Nord par exemple a été remanié et présenté au marché électoral sous des formes différentes, qui ont souvent changés et qui ont été interprétées de différentes façons au fil des années. Mais d'une manière générale, on pourrait retenir que ses programmes politiques ont connu d'abord une phase fédéraliste (1989 à 1995), ensuite, une phase plus radicale prônant la sécession et la création de l'Etat indépendant de la Padanie (1995-1998), et enfin, une phase à nouveau fédéraliste (1999 à nos jours), où le propos de sécession a été mis à l'écart, sans disparaître totalement.

² Michel Huyseune, *Modernity and Secession: The Social Sciences and the Political Discourse of the Lega Nord in Italy*, New York et Oxford: Berghahn Books, 2006, pp. 165-170; Huyseune, 'Imagined Geographies: Political and Scientific Discourses on Italy's North-South Divide', in Bruno Coppieters and Michel Huyseune (dir.), *Secession, History and the Social Sciences*, Bruxelles: VUB Brussels University Press, 2002, p. 207-212.

³ Cento Bull et Gilbert, pp. 67-68, p. 109 et pp. 184-187; Huyseune, 2006, pp. x-xi; 'Speciale elezioni 2001, 2006, 2008 – Riepilogo nazionale' disponible sur <http://www.repubblica.it>.

⁴ Ivo Diamanti, *Il male del Nord: lega, localismo, secessione*, Rome : Donzelli Editore, 1996, p. 17-18 et p. 117-118; Cento Bull et Gilbert, p. 67-104.

⁵ Huyseune, 2006, p. 165-171.

Première phase (1989-1995) : fédéralisme et macro-régions

Pendant la première période de sa récente histoire politique (1989-1995), la Ligue devient le porte-parole de la transformation de l'Etat italien en Etat fédéral, en se présentant comme l'héritière d'une tradition fédéraliste qui embrasse les expériences historiques de certains Etats fédéraux (les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suisse) et qui renvoie à la tradition philosophique fédéraliste de Kant et de Cattaneo. En plus, le discours de ce parti politique s'inspire des écrits de Gianfranco Miglio, professeur de philosophie politique, et en particulier de sa vision « néo-fédéraliste radicale » (basée sur le concept de « contrats privés » qui peuvent être résiliés à tout moment par les parties contractantes).

Ce principe général de fédéralisme est converti et transposé par le parti de Bossi en une multiplicité de propos qui vont très souvent changer en l'espace de quelques années. Au début des années '90, par exemple, la Ligue propose de transformer l'Italie en une confédération de trois « macro-régions » en suivant les zones socio-économiques du pays – le Nord, le Centre et le Sud. Trois ans plus tard, en décembre 1993, ce programme vise à diviser la Péninsule en ces trois macro-régions plus les cinq régions actuellement à statut spécial (la Vallée D'Aoste, le Friuli Venezia Giulia, le Trentino-Alto Adige, la Sicile et la Sardaigne). En 1995, enfin, une autre proposition fédéraliste est avancée: diviser *il Bel Paese* en neuf états et vingt-et-une régions. On voit en somme qu'un même concept – autonomie territoriale en système fédéral – est présenté et défendu dans des programmes à géométrie variable, qui peuvent paraître volatiles, et à la limite, confus.⁶

Deuxième phase (1995-1998) : sécession et « invention » de la Padanie

A partir de l'année 1995, les discours de Umberto Bossi deviennent de plus en plus radicaux et la première phase fédéraliste modérée cède sa place aux velléités sécessionnistes et au rattachement voire à la création du mythe de la Padanie. Les étapes de la création symbolique de cet « Etat virtuel » ou imaginé comprennent notamment la proclamation par Umberto Bossi d'un Parlement du Nord avec son siège dans la ville de Mantoue en mai 1995, le changement de nom en Parlement de Padanie et reformulation du nom du parti en « Ligue Nord pour l'Indépendance de la Padanie » en mai 1996, la « fondation » de l'Etat de Padanie en septembre de la même année (devant la presse mondiale qui a pu retransmettre les célébrations avec l'image de l'ampoule sacrée contenant l'eau du fleuve Pô), et enfin, le serment d'allégeance, à Venise, à une Constitution provisoire pour la Padanie (texte de constitution qui a été annexé à une « Déclaration d'Indépendance et Souveraineté »).⁷

Parallèlement à la « proclamation officielle » de la nouvelle « entité étatique », les discours de la Ligue Nord – qui jusqu'alors avaient attaqué *l'Etat* italien en



Manifeste politique, Année 2005: «Oui au Fédéralisme. Finalement maîtres chez nous. Grazie Lega !»

tant qu'institution centralisée, corrompue et obsolète – prennent une tournure ethno-nationaliste et commencent cette fois à attaquer aussi la *nation* italienne, qui n'existe pas pour les *leghisti*. La « vérité » pour eux, c'est que les peuples de la Padanie – même dans leur diversité – partagent une identité commune, qui est définie dans la rhétorique (un peu contradictoire) du parti de trois façons complémentaires et antithétiques à la fois: c'est-à-dire comme union des peuples du Nord («peuples » au pluriel), comme communauté ethnique (au singulier) descendant des ancêtres Celtes, et comme communauté civique partageant les mêmes intérêts économiques, le même esprit de travail, les mêmes vertus civiques.⁸ Enfin, les frontières invisibles mais géographiquement repérables de cette identité et « nouvel Etat » sont aussi variables: tantôt la Padanie devrait inclure toutes les régions du Nord à partir de Rome, y inclut la Toscane et l'Ombrie, tantôt elle inclurait seulement la partie au nord des Apennins, aux alentours de la plaine du Pô, en excluant toute région du centre.⁹

Virtuelle et idéale, la « patrie padane » a été proposée par la *Lega* pour des raisons variées qui ont été l'objet d'explications diverses. Selon les interprétations les plus convaincantes, l'« invention » de la Padanie a été un stratagème tactique à des fins électorales, pour distinguer la Ligue Nord des autres partis politiques de la Péninsule:

6 Sur cette première phase voir Huysseune, 2006, pp. 191-197 ainsi que Cento Bull et Gilbert, p. 22-26.

7 Cento Bull et Gilbert, p. 106-112.

8 Cento Bull et Gilbert, p. 112-120; Huysseune, 2006, p. 171-180.

9 Huysseune, 2002, p. 212-213.



Manifeste politique, Année 2000 : «Hommage à la Liberté de la Padanie. Devolution Day»

le parti de Silvio Berlusconi, *Forza Italia*, fondé en 1994, avait des programmes économiques libéraux très similaires à ceux de la *Lega Nord*, et la coalition de centre-gauche élue en avril 1996 avait des objectifs de décentralisation et re-organisation fédérale qui auraient pu attirer des sympathisants de Umberto Bossi. La carte radicale de la sécession avait dès lors le mérite de ne pas pouvoir être volée par les autres opposants. Un deuxième élément d'analyse qui montre un autre aspect de calcul électoral peut aussi être souligné. La Ligue et son leader étaient convaincus que la coalition élue en avril 1996 n'aurait pas été capable de respecter les critères de Maastricht et de faire entrer l'Italie dans la zone euro pour 1999: Bossi et les cadres du parti pensaient dès lors que cette « défaite économique » aurait tourné la communauté des entrepreneurs du Nord contre l'Etat central, et donné à la Ligue une position électorale avantageuse avec son programme sécessionniste. Autrement dit, si l'Italie unifiée n'était pas capable d'entrer dans la zone euro, la Padanie – détachée d'un Sud italien arriéré – l'aurait fait avec succès. Troisième élément d'analyse: la création de la Padanie a également été un moyen pour Umberto Bossi de reprendre le contrôle sur le parti, et d'évincer les membres modérés qui ne voulaient pas suivre la ligne dure sécessionniste, et qui auraient fait de la *Lega* un parti trop hétérogène.¹⁰

¹⁰ Voir Cento Bull et Gilbert, p. 5-6 et p. 106-112 ainsi que Diamanti, p. 75-76.

Reste que les électeurs du Nord ne partagent pas tous ces visions extrémistes d'indépendance et de rupture territoriale avec l'Etat italien. Et surtout, ils gardent pour certains leurs bons vieux sentiments locaux et régionalistes – de vénitiens, d'émiliens ou de toscans –, qui sont en opposition avec le projet « unitaire » de Padanie. Et restent également les chutes électorales successives et le repli du parti sur soi-même, avec une « dégénération » de sa rhétorique, qui finit parfois par ressembler aux discours « classiques » des partis d'extrême droite, notamment en ce qui concerne l'image de l'Autre, l'immigration du Tiers Monde et l'Islam.¹¹

Troisième phase (1999 à nos jours): dévolution, fédéralisme fiscal, Eurorégions

A partir de l'année 1999, depuis l'alliance de Umberto Bossi avec Silvio Berlusconi au sein de la « Maison des Libertés », la Ligue – qui jusque-là recourrait très souvent à un discours radical ou sans demi-mesure – commence à modérer ses propositions concernant le *self-rule* du Nord. La rhétorique sécessionniste cède alors sa place à des discours plus modérés, qui se focalisent surtout sur les concepts de « dévolution », « fédéralisme fiscal » et « Eurorégions ».

Le premier principe – celui de dévolution – fait référence évidemment au processus de réforme institutionnelle qui a eu lieu récemment en Grande Bretagne, et qui consiste à transférer des compétences aux institutions sub-nationales – dans le cas britannique, en faveur de l'Ecosse et du Pays de Galles. En utilisant ce concept, la Ligue met donc l'accent sur le principe d'autonomie territoriale au sein d'un Etat italien réformé. En 2002, par exemple, la *Lega* proposait de doter les régions d'un pouvoir exclusif dans les domaines de la santé publique, de l'éducation et des forces de police locale.¹²

Le deuxième principe – le fédéralisme fiscal – est lié au premier dans les discours du parti, et il est de plus en plus central dans la rhétorique actuelle et dans les débats contemporains relayés par la presse. De quoi s'agit-il? Selon le parti de Bossi, il s'agirait notamment d'adopter un système d'autonomie fiscale, en vertu duquel les ressources fiscales resteraient dans le territoire où elles sont prélevées, mis à part un (petit) pourcentage que l'on destinerait à l'Etat central, afin qu'il puisse exercer ses compétences (restreintes), et garantir une solidarité interrégionale à travers un système de péréquation financière. Bref, pour la *Lega*, le transfère des compétences législatives à la périphérie doit aller de pair avec l'autonomie fiscale.¹³

¹¹ Cento Bull et Gilbert, p. 5-6.

¹² Huyseune, 2006, p. 193-197.

¹³ Voir à ce propos les documents de la Segreteria Politica Federale della Lega Nord: *Federalismo e devoluzione: idee di crescita per il Paese*, prot. N. 1027/2004/RM, 1 septembre 2004; *Per un vero Stato federale serve il federalismo fiscale*, prot. N. 1041/2004/RM, 2 septembre 2004, disponibles sur <http://www.padaniaoffice.org>; Roberto Marraccini, 'Autonomia finanziaria, sacrosanto diritto dei popoli', *La Padania*, 31 mai 2007, p. 10, disponible sur <http://www.padaniaoffice.org>; 'Il trionfo « popolare » dei lumbard. Bossi: « E adesso federalismo fiscale »', *Corriere della Sera*, 15 avril 2008.



Enfin, cette rhétorique – qui voit la dévolution et le fédéralisme fiscal comme des instruments nécessaires au changement – est souvent défendue par le parti dans le cadre d'un discours plus large, qui vise à adapter les trois macrorégions italiennes – le Nord, le Centre et le Sud – au contexte de l'Union Européenne, et en particulier, à son projet d'Europe des Régions. D'où la proposition récente de la *Lega* de diviser le territoire de la République italienne en trois Euroregions, bases d'un nouvel Etat fédéral.¹⁴

Bref, on n'entend plus vraiment parler de sécession. Néanmoins, l'ambiguïté reste, car pour le Statut de la Ligue Nord – approuvé en 2002 et toujours en vigueur – « le mouvement politique nommé '*Lega Nord per l'Indipendenza della Padania*' [...] a comme finalité l'aboutissement de l'indépendance de la Padanie à travers des méthodes démocratiques ainsi que sa reconnaissance internationale en tant que République Fédérale indépendante et souveraine».¹⁵ Et dans cette lignée, il apparaît plutôt intéressant de signaler qu'au mois de mars 2002, lors du Congrès de la Ligue, la proposition de changer le nom du parti et d'enlever le mot 'indépendance' a provoqué un concert de protestations chez les militants, et depuis, elle a été abandonnée. Entre discours sur la sécession et réformes fédéralistes, la *Lega* n'a en somme peut-être pas encore vraiment choisi.

¹⁴ Voir *Lega Nord Flash*, n. 66, mars 2008, www.leganord.org; Parlamento del Nord, *Risoluzione federalismo: euroregioni e macroregioni*, 02 mars 2008,

¹⁵ Article 1, 'Statuto della Lega Nord per l'Indipendenza della Padania', 2002, disponible sur <http://www.parlamentodelnord.biz/Center.asp>, traduction de l'auteur.

Conclusion

Les citoyens et citoyennes de la Péninsule ont actuellement un passeport « de la République italienne et de l'Union Européenne », des droits et des devoirs, deux « capitales » : Rome, au niveau national, Bruxelles, au niveau communautaire. Y aura-t-il un jour des citoyens de la Padanie dans cette même Péninsule qui a si souvent changé de physionomie étatique et territoriale pendant les longs siècles de division qui ont précédé l'unification politique de 1861 ? Si la sécession est un projet probablement illusoire, voire instrumental, le « dosage fédéraliste » ne laisse indifférents que très peu de partis politiques de la Péninsule. Mais au fond, le débat d'aujourd'hui ne fait que renvoyer au débat du XIX^e siècle, qui voyait s'opposer notamment Giuseppe Mazzini et Carlo Cattaneo, ou l'Etat centralisé et l'Etat fédéral.

S. D.

PS / La rédaction de cet article a été achevée avant les derniers événements politiques qui se sont déroulés dans la péninsule italienne et qui ont amené à d'autres importantes victoires électorales de la Ligue Nord. Ainsi cet article ne couvre-t-il pas les années récentes 2009-2010 qui feront l'objet d'un prochain écrit.



F/A-18 C du VMFA-232 « Red Devils ». L'USMC compte sur le remplacement de ses appareils au profit du JSF.



MV-22 Osprey à bord de l'USS Wasp. Le développement du Boeing M-22 a été semé de nombreux incidents.



Débarquement de M-109 A2 de l'USS Tortuga (LSD-46).



Mise à terre et prise de position d'une équipe de mortier 6 cm, afin de couvrir la tête de pont.



Marines dans le palais de Saddam Hussein.



Fouille de maison en Afghanistan, durant l'opération ENDURING FREEDOM.



Le LAV est utilisé pour les missions d'exploration et emmène deux « scouts ».



Le M-60, maintenu au-delà de son potentiel en raison du poids excessif du M-1A1 (ci-dessus), est maintenant définitivement remplacé.